

**Irak - Conférence de presse  
conjointe de M. François Hollande,  
président de la République, et de M.  
Haïdar Al-Abadi, Premier ministre  
de la République d'Irak - Propos de  
M. Hollande**  
(Bagdad, 02 janvier 2017)

Monsieur le Premier ministre, Mesdames, Messieurs, je tenais à être ici à Bagdad en ce début d'année pour exprimer d'abord ma solidarité à l'égard du peuple irakien dans la lutte qu'il mène contre le terrorisme. Et également pour saluer les progrès qui ont été réalisés dans cette guerre contre Daech.

J'étais effectivement là il y a plus de deux ans et demi, en septembre 2014, et, Monsieur le Premier ministre, vous veniez d'accéder aux responsabilités.

La situation était particulièrement grave et périlleuse puisque Daech était en position de force, avait conquis des villes, notamment Mossoul, et était aux portes de Bagdad.

Vous avez su, avec votre gouvernement, avec les forces irakiennes, également avec l'appui des Peshmergas, reconquérir des villes et redonner espoir. Et, aujourd'hui, même s'il y a encore des attaques terroristes - vous avez dit qu'il y avait eu un attentat ici à Bagdad au moment-même où nous nous exprimons -, Daech est en recul, et Daech sera battu.

Nous le voyons à Mossoul où la bataille qui s'est engagée permet de reprendre quartier par quartier cette ville. Je voulais dire au Premier ministre que nous saluons ces succès, que nous admirons le courage des combattants et que nous sommes à leur côté.

La France dans le cadre de la coalition appuie, conseille, soutient et intervient. Intervient avec son aviation, intervient également avec une batterie d'artillerie qui permet aux forces irakiennes de pénétrer dans Mossoul.

Mais nous le faisons avec une précaution, une exigence qui est la protection des populations civiles. Vous y êtes vous-même personnellement très attaché. C'est le contrat que nous avons passé parce que nous voulons libérer Mossoul, éradiquer le terrorisme, mais en respectant les droits humains, et faire en sorte que la population civile adhère pleinement à l'objectif que nous poursuivons. Et c'est le cas.

Cette bataille sera longue - je l'avais dit - ; elle sera victorieuse - je le répète - ; et elle devra être ensuite poursuivie à la fois sur le plan politique pour permettre le rassemblement et la

réconciliation, mais elle doit être poursuivie jusqu'au bout en Irak pour qu'aucune partie du territoire ne puisse être occupée par Daech mais aussi en Syrie. Le prochain objectif est Raqqa. Parce que si Daech est éradiquée d'Irak mais demeure en Syrie, nous savons bien qu'il y aura toujours des actions qui seront conduites ici au Moyen-Orient mais également sur notre propre sol en Europe, en France. Nous devons donc aller jusqu'au terme de l'opération et la France participe à la coalition internationale aussi bien en Irak qu'en Syrie.

D'où la nécessité aussi de travailler pour la Syrie, à une solution politique permettant justement de lutter contre Daech et le terrorisme.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que j'étais venu dire au Premier ministre : notre solidarité entière, notre soutien effectif, efficace, notre participation à cette action contre Daech et notre confiance dans la victoire, car nous allons gagner la guerre contre le terrorisme. Merci.

Q - (...)

R - Ce sont les Irakiens qui vont gagner la bataille contre Daech. Ce sont les Irakiens qui se battent sur le terrain contre Daech. La France, dans le cadre de la coalition internationale apporte son appui aérien - je l'ai dit aussi -, à travers des conseils, des formations que nous pouvons donner, mais ce sont les Irakiens, ce sont les autorités irakiennes qui sont les forces combattantes sur le terrain.

C'est finalement ce que nous avons nous-mêmes décidé ensemble, que ce soit les Irakiens qui soient au sol et la coalition internationale qui apporte l'appui nécessaire.

Voilà pourquoi je pense qu'il doit y avoir une légitime fierté et une grande confiance dans les capacités des autorités irakiennes de réussir cette lutte contre Daech.

C'est vrai que nos sorts aussi sont scellés. Ce qui va se produire en Irak, en Syrie c'est aussi l'avenir en Europe, c'est donc pour notre sécurité que nous devons être présents, et nous le sommes sous cette forme.

Je réponds aussi à votre question par rapport à la Syrie ; nous, la France, souhaitons qu'il y ait une transition politique en Syrie et qu'il puisse y avoir un gouvernement qui rassemble toutes les composantes permettant ensuite d'avoir une lutte beaucoup plus efficace contre le terrorisme. Mais d'ici là, nous prenons aussi nos responsabilités en Syrie et nous avons frappé, et encore hier ils ont frappé contre Daech à Palmyre, parce que pour nous le seul adversaire c'est Daech.

Q - Bonjour. C'est une question pour le président François Hollande. Vous avez dit espérer ce matin une victoire contre le terrorisme ici en Irak, cette année, que peut-on attendre à Mossoul à votre avis ? Quelle échéance ? S'agit-il de semaines, de mois ? Et par ailleurs, quel rôle la France veut-elle jouer dans la reconstruction, et dans quel domaine exactement ? Merci.

R - Je pense que la bataille qui est menée à Mossoul, d'abord, est en train d'être gagnée. Aujourd'hui-même nous avons confirmation qu'un quartier a été repris, suite à d'autres. Alors combien de temps prendra la reconquête totale de Mossoul ? Des semaines ! Mais nous ne disons plus des années, je dis des semaines. Et le plus tôt sera le mieux.

Lorsque nous sommes dans cette position où l'offensive est du côté des forces irakiennes, nous devons encore amplifier l'effort. C'est ce que nous faisons dans le cadre de la coalition.

Ensuite sur la reconstruction, nous en avons parlé avec le Premier ministre. D'abord, il y a une coopération en matière de renseignement que nous voulons amplifier parce que même après la reconquête de Mossoul, il y aura des informations à échanger, sur les groupes qui n'auront pas encore été tous éradiqués, sur des individus, sur des risques de reprise, donc nous devons absolument avoir une coopération de très haut niveau en matière de renseignement entre l'Irak et la France, mais dans le cadre, là-encore, de la coalition.

Nous devons avoir une coopération en matière de reconstruction logistique, humanitaire et économique. Là encore nous ne devons pas perdre de temps, c'est-à-dire que l'après Mossoul, ou plus exactement l'après-victoire à Mossoul doit être très rapidement suivie de cette réconciliation, de rassemblement politique et ensuite de la mise en oeuvre d'un plan massif de reconstruction et de réhabilitation de Mossoul. Et la France y prendra toute sa part.

Q - Ma question s'adresse au président Hollande. Est-il possible de parler d'une conférence internationale pour la reconstruction de l'Irak, pour l'organisation et la canalisation des aides en direction de l'Irak après la libération ? Il y a beaucoup de zones qui ont été libérées, nous sommes quasiment à la fin de la libération de Mossoul, est-ce que l'on peut parler d'une telle conférence ?

R - Il s'est tenu au mois d'octobre dernier à Paris une réunion à l'initiative de la France pour apporter tout le soutien politique et humanitaire à la stabilisation de Mossoul, dès lors que Mossoul sera libérée.

Ce que nous avons été capables de faire pour la préparation de la reconquête de Mossoul, nous devons également le faire à l'initiative de la France pour la reconstruction de Mossoul. Nous sommes donc tout à fait prêts, quand il y aura eu cette victoire et quand le processus politique aura été mis en place, avec nos partenaires, à mener à bien cette initiative et faire en sorte qu'une conférence puisse permettre de rassembler tous les fonds nécessaires pour la reconstruction.

Q - Monsieur le président Hollande, il y a parmi les djihadistes assiégés à Mossoul nombre de djihadistes étrangers dont quelques dizaines de Français. Que faut-il en faire ?

R - Il y a des djihadistes français à Mossoul. Il y en a aussi à Raqqa et nous les combattons comme tous les autres djihadistes, quelle que soit leur nationalité puisqu'ils nous attaquent, puisqu'ils préparent des attentats sur notre propre sol, puisqu'ils nous font la guerre.

Si ces combattants étrangers, en l'occurrence français, sont pris par les autorités irakiennes, ils relèvent des autorités irakiennes et ils seront soumis à la justice irakienne. S'ils tentaient de revenir en France, et certains avec leur famille, nous sommes à ce moment-là conduits à les arrêter, les appréhender, les juger, et les condamner par la justice française puisqu'ils seraient revenus en France.

Quant aux enfants - j'en ai déjà parlé -, il y en a, de tout jeunes enfants, certains qui ont été embrigadés, horriblement enrôlés, nous en avons eu confirmation encore aujourd'hui : des enfants sont utilisés à Mossoul. Alors ces enfants, là aussi, s'ils revenaient en France, ils devraient absolument être traités, accompagnés, encadrés, déradicalisés, et nous avons d'ores et déjà préparé leur retour et ce traitement très particulier - on l'imagine - devra leur être apporté.

Voilà ce qu'est notre responsabilité. Nous menons une guerre contre le terrorisme, il y a des Français qui hélas sont du côté des terroristes, et nous devons faire en sorte qu'ils puissent être mis hors d'état de nuire, et lorsqu'ils sont arrêtés, qu'ils soient condamnés par la justice, qu'elle soit irakienne ou française s'ils reviennent./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)